



Au Brésil, la violence criminelle génère la violence politique

Par [Frédéric Vandenberghe](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2018

[Journal du Mauss](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Loi et Justice](#),
[Militarisation](#)

Marielle est fille des favelas, les bidonvilles de Rio de Janeiro. Elle était noire, belle, jeune et charismatique. Elle avait étudié la sociologie et obtenu un master en administration publique. Féministe, Black et lesbienne, elle défendait les droits de l'homme, des femmes et des exclus. Elle avait été élue membre de l'assemblée municipale de Rio de Janeiro avec 46000 votes lors des élections municipales de 2016, lesquelles ont par ailleurs installé un évêque de l'Église Universelle du Règne de Dieu à la mairie. Le 14 mars elle a été assassinée. Quatre balles tirées d'un revolver 9 millimètres ont transpercé son visage. Ces mêmes tirs ont également tué Anderson Pedro Gomes, son chauffeur. Au Brésil, les militants des droits de l'homme sont souvent menacés de mort. Cependant, les assassinats politiques sont rares. Ce crime a sans doute été perpétré par la police militaire ou par des groupes paramilitaires, ou les deux. Un policier qui intervient dans les bidonvilles contre les trafiquants de drogue pendant la journée peut aisément rejoindre des milices pendant la nuit. Le message venant du monde souterrain est clair et net. » Ne vous mêlez pas de nos affaires ! » Tous ceux et celles qui dénoncent publiquement les violations de droits de l'homme et défendent le peuple des bidonvilles et des banlieues risquent d'être tués, torturés ou « disparus ».

Marielle Franco représentait la nouvelle génération de la politique et de la Gauche, luttant contre l'ancienne politique oligarchique et patrimoniale du pays et s'opposant frontalement à un système politique gangrené par la corruption. En 2016, Dilma Rousseff, la présidente élue du Parti des Travailleurs (PT), a été destituée par une procédure parlementaire d'*impeachment*. En vérité, il s'agissait là d'un coup d'État. Même si la destitution s'est produite conformément à la lettre de la loi, la prise de pouvoir par le vice-président Michel Temer a mortellement blessé l'esprit de la constitution de 1988. Tout indique que la destitution de la présidente Dilma visait à arrêter les enquêtes judiciaires sur la corruption systémique au plus haut niveau de l'État. Récemment, le président Temer lui-même a été accusé de corruption passive, de blanchiment d'argent et de formation d'une association criminelle de malfaiteurs. S'il n'a pas été mis en accusation et destitué à son tour, c'est seulement parce que nombre de sénateurs et parlementaires, impliqués comme lui dans des affaires de corruption, ont été à proprement parler achetés pour voter contre l'autorisation de sa mise en examen par le Parlement.

Il faut en outre se demander pourquoi le nouveau gouvernement, non élu et par là même perçu comme illégitime, s'est empressé d'abolir le ministère de la culture, le ministère des petits agriculteurs, ainsi que les secrétariats des droits de l'homme, des femmes, de

l'égalité raciale et de l'économie solidaire ? Pourquoi a-t-il imposé un programme d'austérité pure et dure en inscrivant dans la Constitution l'obligation de coupes budgétaires pour les 24 prochaines années ? Pourquoi a-t-il mis en œuvre une série de réformes néolibérales implacables qui détruisent l'État-providence ? Pourquoi a-t-il mis en place une réforme travail radicale et privatisé une grande part des actifs de l'État ? Pourquoi s'est-t-il aussitôt aligné sur les forces les plus réactionnaires du monde rural en défendant systématiquement l'intérêt des grands propriétaires contre les petits agriculteurs, les populations indigènes et les communautés d'origine marron ? Pourquoi a-t-il donc repris à son compte la parole des chrétiens fondamentalistes, de l'extrême droite, des racistes et des homophobes ?

La réponse la plus probable à ces questions est qu'avec un taux d'approbation inférieur à 5%, le président Temer n'a rien à perdre. La politique au Brésil a désormais atteint le stade proprement mafieux de la politique. Des criminels en col blanc dirigent le pays. Les narcotrafiquants, les paramilitaires, les escadrons de la mort, les tueurs à gages, la police militaire et maintenant également l'armée, terrorisent la population pauvre des bidonvilles et des banlieues. Les statistiques sont effroyables. Avec 60 000 assassinats par an, le Brésil est un pays plus violent que l'Irak !

Ce n'est peut-être pas par hasard que l'assassinat de Marielle coïncide avec la création d'un ministère de la Sécurité publique et la promulgation d'une intervention fédérale de l'armée nationale dans l'État de Rio de Janeiro. Dans une tribune publiée à titre posthume, Marielle faisait l'hypothèse que l'intervention de l'armée fédérale pour restaurer la sécurité publique à Rio de Janeiro n'est pas sans rapport avec les élections législatives et présidentielle qui doivent se tenir en octobre de cette année. Comme toujours, quand l'extrême droite se renforce, la préoccupation pour la sécurité l'emporte sur l'attachement à la liberté, à la démocratie et aux droits de l'homme.

Dans un pays qui a connu une dictature brutale de 1964 à 1985, la militarisation de la politique est plus qu'inquiétante. Pour la première fois depuis le retour de la démocratie, les militaires sont en charge du ministère de la défense, du ministère de l'Intérieur, des services secrets et du bureau des affaires indigènes. Qui plus est, les soldats qui commettent des crimes pendant les opérations militaires à Rio de Janeiro ne seront plus jugés par des tribunaux civils, mais par des tribunaux militaires. La « nouvelle république » est encore une démocratie, mais pour combien de temps ? Ses institutions semblent s'effondrer l'une après l'autre. La séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est devenue complètement illusoire. Il existe un Etat dans l'Etat. Depuis l'année dernière, l'Etat de Rio de Janeiro a été officiellement déclaré en « état de calamité » et cette qualification pourrait bien être un premier pas vers l'état d'urgence.

C'est dans un tel contexte qu'il faut mesurer la portée du mot d'ordre qu'a fait surgir l'exécution de Marielle : que celle-ci ne soit pas le prétexte à la poursuite de la militarisation du pays. Jusqu'au rétablissement complet de la démocratie au Brésil, il faut que la dénonciation qu'elle venait de faire de la mort d'un jeune tué par la police à la sortie d'une église d'un quartier pauvre soit désormais portée par tous : » Combien de personnes devront encore mourir avant que cette guerre s'arrête ? »

Articles Par : [Frédéric Vandenberghe](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca